

DIAL 3560

NICARAGUA - « Après la résolution de l'OEA, il nous revient de faire pression tous les jours sur Ortega », seconde partie

Edgard Parrales

samedi 23 janvier 2021, par [Dial](#)

Ce texte, publié en deux fois, a paru dans le numéro 464 de la revue nicaraguayenne [Envío](#) (novembre 2020). Dans la [première partie](#), Edgard Parrales évoque son mandat d'ambassadeur du Nicaragua à l'Organisation des États américains (OEA) entre 1982 et 1986. Dans la seconde partie, ci-dessous, il revient sur la résolution adoptée le 21 octobre par l'OEA.

Aujourd'hui, la position du Nicaragua au sein de l'OEA n'a plus de poids. La Révolution n'existe plus. Ce que nous avons aujourd'hui c'est la dictature d'une paire. De même le FSLN en tant que parti n'existe plus. Le « parti » est un tas de gamins qui font ce qu'on leur dit de faire, sans aucune capacité de débat ou de critique. Depuis le plus haut fonctionnaire jusqu'au portier du dernier ministère ils font ce que leur commandent Daniel et Rosario, à qui obéissent aussi les paramilitaires et les foules.

Aujourd'hui, la dictature ne dispose pas non plus d'une diplomatie de qualité. Il y a toujours eu des diplomates de carrière et des diplomates politiques, qui sont des gens de confiance du gouvernant, lequel leur donne une charge diplomatique. Au temps de la Révolution il y en eut des deux types, mais il y avait plus d'équilibre. Maintenant il y a seulement des diplomates politiques. C'est notable. Porte-parole du gouvernement, qui occupent leurs postes grâce à leurs mérites partisans. Et ça se voit. On voit qu'ils n'ont pas d'autonomie. Et pour cette raison, leur travail n'a pas beaucoup d'impact ou d'incidence. C'est une diplomatie sans esprit, automatisée, sans créativité. Et il en va ainsi parce que les gouvernants que nous avons ne s'intéressent pas à autre chose qu'à l'obéissance.

Depuis la crise de 2018 le Nicaragua a bénéficié du soutien d'un bon groupe de pays importants, avec une diplomatie active, sous le leadership du Canada. L'OEA est-elle la voix de Washington dans le cas du Nicaragua ? Je dirais oui et non. Parce que sont en première ligne d'autres pays qui ont assumé un rôle belligérant depuis longtemps, comme le Canada. Et le Canada ce n'est pas les États-Unis. Il y a aussi la Colombie et le Chili. Les États-Unis disposent d'une influence et exercent une certaine domination, mais elle n'est jamais totale. Et il existe une marge pour que d'autres pays fassent sentir leur poids et crée un équilibre en relation avec la situation du Nicaragua.

Je considère que la résolution qui a été obtenue à l'OEA le 21 octobre ouvre une nouvelle étape dans notre situation. Il en a coûté pour l'obtenir. Parce que nous avons encore une opposition fragmentée, aussi bien au Nicaragua que dans l'exil nicaraguayen, aux États-Unis et au Costa Rica. Les groupes de l'exil ont fait des propositions différentes et se sont parfois exprimés avec agressivité à l'encontre des organisations d'opposition nationales, ce qui n'arrange rien.

De l'exil a germé l'idée de former un gouvernement en exil, un gouvernement de transition. Mais qui allait le nommer ? Qui allaient en faire partie ? Et qui allait le reconnaître ? Il y a des idées qui sont très

intéressantes, mais qui ne sont pas opportunes car elles ne sont ni viables ni réalisables. Il y avait aussi en attente d'être examinée au sein de l'OEA la résolution d'appliquer à Ortega la Lettre démocratique et de l'exclure de la participation active à l'organisme. Ensuite une autre idée a mûri : que la résolution déclare Ortega illégitime.

J'ai toujours soutenu qu'Ortega est illégitime d'origine et illégitime d'exercice. Il est illégitime d'origine depuis les élections de 2006, quand, par le contrôle qu'il avait du Pouvoir électoral, on n'a jamais compté 8% des votes et cela a évité d'avoir à recourir à un second tour, qu'il aurait perdu. Dès lors il y a eu fraude. Mais personne alors ne l'a déclaré illégitime. Au cours de ces élections il y a eu des observateurs, mais aucun n'a dit qu'il y avait eu fraude. Nous ne pouvons pas brandir cela maintenant, parce que les observateurs ne l'ont pas dit sur le moment. En 2011, il s'est passé la même chose. Il y a eu des observateurs. Seulement ceux de l'Union européenne ont dit que c'était une élection « manquant de neutralité et de transparence », mais ils n'ont pas dit que c'était une fraude, ils n'ont pas déclaré que le résultat était illégitime.

L'illégitimité d'origine d'Ortega n'a jusqu'à présent été reconnue par personne. Et cela même après avril 2018, avec toutes les personnes assassinées, emprisonnées, torturées, disparues, violées, exilées et la conduite envers les organismes de droit humain expulsés du pays, qui a clairement montré que ce gouvernement a une illégitimité d'exercice.

La seule détention de n'importe quelle personne opposée au gouvernement viole 14 droits constitutionnels : parce qu'on capture à des heures non autorisées, parce qu'on agit sans ordre judiciaire, parce qu'on entre par la force, parce qu'on frappe la personne arrêtée et qu'on frappe les personnes présentes, presque toujours des membres de la famille, parce qu'on la garde aux arrêts plus de 48 heures, parce qu'on ne lui donne pas droit à un avocat, parce qu'on ne lui permet pas de communiquer avec sa famille, parce qu'elle est torturée, par les irrégularités commises dans le jugement avec les accusations, les preuves et les témoins, avec les sentences condamnatoires et les peines imposées.

L'illégitimité d'exercice d'Ortega est bien claire : sa réélection, les violations de la Constitution, de l'autonomie de tous les Pouvoirs de l'État et de toutes les institutions étatiques... Il est clair déjà qu'il est illégitime dans l'exercice de la charge. Maintenant, avec cette résolution, l'ambassadeur des États-Unis à l'OEA, Carlos Trujillo, et le secrétaire général lui-même, Luis Almagro, ont exprimé clairement que, si Ortega n'a pas accompli en mai 2021 tout ce qu'on lui demande dans la résolution, il sera déclaré illégitime, car désormais seront épuisées toutes les possibilités d'obtenir qu'il change.

Au dernier moment, quelques groupes de Nicaraguayens à l'extérieur, ont tenté d'élaborer un premier projet de résolution qui demandait qu'on le déclarât illégitime. Il en résulta un texte fragile. On parvint à l'améliorer. Mais après ces améliorations, le texte fut rendu public avant de l'envoyer aux missions diplomatiques à l'OEA pour demander leur soutien. Ce fut une décision incorrecte, due à la méconnaissance des processus qu'il faut suivre. Outre cette erreur, plusieurs missions avertirent que le déclarer illégitime n'était pas encore possible. Finalement, les diplomates qui promouvaient la résolution lui donnèrent la forme que désormais nous connaissons, celle qui fut approuvée.

Je considère que c'est une bonne résolution. Parce qu'elle représente un réel soutien à la lutte du peuple nicaraguayen. Parce que dans les préliminaires de la résolution on rappelle à Ortega tous les engagements qu'il n'a pas tenus et qu'il laisse en suspens : libération des prisonniers politiques, retour des organismes de droits humains, retour des exilés, arrêt de la répression dans toutes ses modalités, réformes électorales... Et pourquoi on donne au gouvernement une date limite, pour qu'il tienne tous ses engagements. Certes, le langage de la résolution est très soigné. Il dit « nous demandons instamment ». Il ne dit pas « nous exigeons », il ne dit pas « nous réclamons », il ne dit pas « il est urgent que ». Pour moi ce langage est un excès de diplomatie.

Le projet présenté et la résolution approuvée sont pratiquement identiques. J'espérais que peut-être dans les débats le langage allait devenir plus ferme et que des projets de réforme allaient être présentés, mais il n'en a pas été ainsi. Peut-être parce que la réunion a été virtuelle et que ce n'est pas la même chose quand les gens sont là et se voient et s'écoulent, ce qui donne au débat une dynamique plus vive et plus

riche. Il faut aussi comprendre que l'OEA était sur une corde raide. Que les pays caribéens ne voulaient pas appuyer la résolution. Qu'on ne pouvait pas compter sur le Mexique et l'Argentine, on a cependant réussi à conserver le vote de la Bolivie, pays qui a fait partie du groupe promoteur de la résolution. Par expérience, je sais que seul celui qui est à l'OEA sait ce qui est possible et ce qu'il n'est pas possible d'obtenir.

Malgré tout cela, malgré cette terminologie douce, je considère que la résolution a été un gain pour le Nicaragua. Les réformes électorales proposées sont aussi nécessaires et positives. J'aurais préféré un langage plus ferme et qu'on lui fixe un délai jusqu'à janvier ou février au lieu de jusqu'à mai. Mais avec cette résolution nous avons les possibilités de faire du bon travail et nous pouvons faire pression tous les jours sur Ortega pour qu'il s'exécute.

C'est ce qu'on dispose aujourd'hui. Et ce qu'on a, c'est Luis Almagro et ce sera avec lui qu'il faut traiter. Almagro est une énigme. Il est comme le Sphinx des Égyptiens. Je ne le connais pas personnellement, mais j'ai analysé ses manières de faire, que je considère hésitantes, pendulaires, avec des hauts et des bas. Quelquefois je le vois très énergique et d'autres fois sans réaction. Je le perçois comme une personne attachée à ses propres intérêts et à son idéologie socialiste. Il a été ministre des affaires étrangères du Président José Mujica et dans les années 80, quand il n'était pas encore diplomate, il a séjourné au Nicaragua avec un groupe venu appuyer la Révolution. Il aime ce souvenir... mais désormais ce n'est plus la Révolution. Ce que nous devons faire, c'est le maintenir dans la boucle, maintenir la pression et la vigilance sur lui, nous au Nicaragua et les pays qui ont promu la résolution.

Et maintenant il nous revient, à nous, de nous maintenir dans la boucle, de mettre à profit cette résolution. De nous unir. Il n'est pas possible d'avoir une unité idéologique, n'est pas non plus possible une unité d'intérêts particuliers. Mais nous coïncidons tous sur énormément de choses importantes. Nous voulons tous le respect des droits humains. Nous voulons tous le respect et la suprématie de la Constitution. Nous voulons tous l'autonomie des pouvoirs publics. Nous voulons tous l'indépendance et l'attachement à la justice de l'institution judiciaire. Nous voulons tous une armée et une police véritablement indépendantes des partis et qui servent leur raison d'être, la police garantissant la sécurité de la population et l'armée garantissant la sécurité territoriale. Si nous sommes tous d'accord là-dessus, nous devons nous unir autour de cela pour sortir de la dictature. Après, dans le contexte d'un combat démocratique, que chacun défende ses points de vue et ses intérêts.

Ce qui est urgent, c'est de sortir de la dictature pour initier un processus de démocratisation. Et dès maintenant sachons que cela ne va pas nous être facile. Le processus sera lent et difficile. Il faut éduquer les gens à la cohabitation démocratique et au respect de ce qui est public. La majorité des gens ne connaît pas cela. Nous avons un pays sans éducation au civisme. C'est dès le préscolaire qu'il faut commencer. Je me souviens d'un jour où j'ai appelé un taxi et sur le trottoir m'accompagnait Virgilio Godoy, qui fut vice-président avec doña Violeta. Quand je suis monté le chauffeur m'a dit : c'est Godoy ? Je lui ai dit oui et il m'a dit : c'est un idiot. Pourquoi, lui ai-je demandé... « Parce qu'il a été vice-président et n'en a pas tiré profit ». Cette mentalité est généralisée. Les gens pensent que celui qui arrive au pouvoir n'arrive pas pour servir mais pour en tirer profit.

Je me souviens d'un autre jour où je suis allé chercher à l'aéroport un ami nicaraguayen qui vivait en Californie. En chemin il mangeait une banane et jeta la peau sur la route. Je lui ai demandé pourquoi il avait fait cela. « Nous sommes au Nicaragua ! » me dit-il tout heureux. « Donc au pays des cochons ! » lui ai-je dit. Sur les routes de Californie, si quelqu'un le fait, cela lui coûte une amende de mille dollars. Manque de civisme.

Je me souviens d'un autre jour : J'étais en route pour aller à l'université faire cours, et en attendant le feu vert, j'ai vu une gamine d'environ treize ans, de celles qui vendent aux feux, secouant d'avant en arrière, chiqui, chiqui, chiqui, un poteau en métal, avec les signaux de circulation, pour le plier, pour le casser. Je lui ai dit : « Petite, ne fais pas ça ». Et elle m'a dit : « Il est à toi, vieux ? ». Je lui ai dit que oui, parce que je payais des impôts, mais le feu est passé au vert et j'ai dû démarrer. Elle, comme une démonstration de son je-m'en-foutisme, commença à tirer le poteau avec plus de véhémence. Manque de civisme. Il n'y a

pas de respect de l'espace public, des choses publiques, du service public. Il y a beaucoup à enseigner et à apprendre quand cela changera.

Au sein de l'OEA, Ortega ne dispose d'aucun soutien et il ne va plus en avoir quand viendra mai et se conclura le délai. Il a des alliés dans quelques pays membres de l'OEA. Mais pas même les pays qui s'étaient abstenus ne l'ont défendu. Ils ne voulaient pas lui causer de tort, mais ils ne voulaient pas non plus s'opposer à la résolution. Ortega en a conscience, il sait bien qu'il est en désavantage, parce que même les pays qui ont une certaine affinité avec lui savent que c'est un dictateur et un satrape et, pour cette raison, ils ne veulent pas le soutenir expressément et ils ne le font pas.

Avant de voter la résolution, et même après, ses représentants firent allusion à la souveraineté. Mais la souveraineté est au peuple, elle n'est pas au gouvernant. Le peuple est le mandataire qui a remis sa souveraineté à Ortega pour qu'il l'administre. Et lui, il a ôté la souveraineté au peuple parce qu'il l'a mis sous le joug, il le maintient dans la soumission. Si son gouvernement est despotique et viole les lois, il pratique le viol de la souveraineté du peuple. Ortega ne défend pas cette souveraineté, il défend ses intérêts et son pouvoir.

Le concept absolu de souveraineté est obsolète depuis qu'existe le multilatéralisme, qui a surgi après la Seconde Guerre mondiale, quand les pays se réunirent pour créer des organisations internationales politiques, économiques, du travail, de l'éducation, de la santé, des aliments, des femmes, de l'enfance... Dans ce schéma, qui a déjà 70 ans, quand chaque pays accepte d'être membre de ces organisations, il signe des engagements qu'il doit respecter et sa souveraineté cesse d'être absolue.

Dans le multilatéralisme, le principe universel du droit international est « *Pacta sunt servanda* ». Si tu conclus un accord, tu dois l'honorer, ce qui est pacté oblige. Avec le multilatéralisme, le principe de souveraineté absolue disparaît et se trouve soumis à ces engagements. Il y a une réflexion que j'aime beaucoup : il ne s'agit pas de perte de souveraineté, mais de partage de souveraineté. Il s'agit d'entrer dans une dimension nouvelle, sans perte, le partage.

Ortega doit s'exécuter. Le régime s'est fermement opposé à ce que le thème du Nicaragua soit abordé durant cette Assemblée générale. Il n'a pas réussi. Après la résolution ils se sont tus, ils n'ont pas dit qu'ils n'allaient pas la respecter. Entre maintenant et mai tout est ouvert. Si en mai ils ne satisfont pas les conditions posées par la résolution, l'OEA réagira. Le gouvernement sera déclaré illégitime. Les pays ont alors le droit de reconnaître un autre gouvernement comme gouvernement légitime du Nicaragua. Il serait aussi possible de créer une junte de gouvernement en exil, appuyée par divers pays.

Et on pourrait même créer un groupe militaire multinational qui viendrait aider le peuple du Nicaragua, comme cela s'est passé dans les années 90 avec l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, qui, bien que cette dernière ne fût pas État membre de cette organisation, en accord avec le principe de valeur universelle des droits humains, intervint pour freiner le massacre que l'État de Serbie était en train de perpétrer contre les États qui s'étaient séparés de la Fédération yougoslave. Naturellement, une intervention militaire de ce type au Nicaragua serait la dernière option envisageable.

Pour Daniel Ortega peu importe l'illégitimité. Sa logique c'est le pouvoir ou la mort. L'ambassadeur Trujillo a dit aussi aux médias nationaux, après l'approbation de la résolution, que les États-Unis étaient au travail avec des fonctionnaires du gouvernement du Nicaragua qui savent qu'ils peuvent être sanctionnés s'ils continuent à soutenir Ortega. Dialoguent-ils avec des secteurs de l'armée ? Avec des secteurs de la police ? Si Ortega perd le contrôle de l'armée et de la police, il est fini. Peut-être l'organisation militaire multinationale ne sera pas nécessaire si le problème est résolu par l'armée.

Daniel doit bien réfléchir à partir de maintenant. Il doit donner des preuves d'ici à mai et l'opposition doit faire pression encore et encore et le faire savoir s'il ne s'exécute pas. Elle doit créer un climat qui lui rende de plus en plus difficiles de ne pas satisfaire les exigences de la résolution. Dans les prochains mois nous avons un travail continu à réaliser. Faire que les gens comprennent la nécessité de constituer un front unique afin de faire pression pour que soit respecté ce qui a été signé. Et pour qu'il y ait des garanties pour les élections qui nous donnent confiance à tous que notre vote sera respecté.

Aujourd'hui nous sommes au point de départ d'un processus nouveau. Je suis optimiste, oui. J'ai toujours été optimiste. Nous les êtres humains avons beau être imparfaits et bien souvent couverts de vices, nous sommes toujours récupérables, toujours capables de réagir et de faire les choses correctement. Telle a été l'histoire de l'humanité. Malgré toutes les trappes et chausse-trappes qu'une partie de l'humanité emploie, nous avons avancé. Le chemin a été long, lent et douloureux, mais nous sommes parvenus à consacrer universellement la dignité de la personne humaine, la valeur des droits humains, l'égalité des êtres humains. Je crois qu'au Nicaragua aussi nous serons capables de faire plier ces deux personnes. Elles peuvent atteindre un point extrême et elles devront céder. Et, avec leur départ, débutera une nouvelle étape pour l'ardue et difficile démocratisation du pays. C'est possible. Et je crois que nous en serons capables.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3560.

- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
- Source (espagnol) : revue [Envío](#), n° 464, novembre 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.